

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 20/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc éolien du VALBIN SNC

Communes de BOURGUIGNONS, FRALIGNES et MAGNANT

Code AIOT : 0005704412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 septembre 2024 dans l'établissement Parc éolien du VALBIN SNC implanté sur les communes de BOURGUIGNONS, FRALIGNES et MAGNANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien du VALBIN SNC
- implanté sur les communes de BOURGUIGNONS, FRALIGNES et MAGNANT
- Code AIOT : 0005704412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARC EOLIEN DU VALBIN, dont le siège social est situé au 109 Avenue Jean Monnet, 51430 Bézannes, est l'exploitant autorisé de ce parc. Le suivi et la surveillance du parc sont confiés à la société Leonidas Wind.

Le parc est composé de 8 éoliennes de puissance unitaire de 2,4MW et 1 poste de livraison.

Le parc est autorisé depuis le 10 septembre 2015, par l'Arrêté Préfectoral n°DDT-SG2015253-0001. Un arrêté de prescriptions complémentaires en référence PCICP2022290-0002 a été pris le 17 octobre 2022 concernant le bridage en faveur des chiroptères.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 3.1	Sans objet
2	Déploiement des mesures ERC prescrites	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 3.1	Sans objet
3	Déploiement des mesures ERC prescrites	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 3.2	Sans objet
4	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 9.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 9.3	Sans objet
6	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 11	Sans objet
7	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 12	Sans objet
8	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
9	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
10	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité concernant les thèmes examinés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 3.1
Thème(s) : Autre, Chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, du 1^{er} juin au 31 juillet, chaque éolienne du parc est mise à l'arrêt, du coucher du soleil jusqu'à 2 heures du matin, dès que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température supérieure à 14 °C • Absence de précipitation • Vitesse de vent inférieure à 6 m/s <p>Puis, du 1^{er} août au 30 septembre, chaque éolienne du parc est mise à l'arrêt, du coucher du soleil au lever du soleil, dès que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température supérieure à 14 °C • Absence de précipitation • Vitesse de vent inférieure à 6 m/s
<p>Constats :</p> <p>L'analyse par sondage des données brutes de fonctionnement, directement issues des automates des aérogénérateurs (SCADA), n'a pas mis en évidence d'écart dans la mise en œuvre du bridage en faveur des chiroptères.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 3.1
Thème(s) : Autre, Chiroptères
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue des mesures de l'ensemble de ces paramètres et en enregistre les résultats. Il tient à disposition de l'inspection un registre des arrêts permettant de visualiser l'ensemble de ces paramètres et de justifier chaque période de fonctionnement des machines sur les périodes citées ci-dessus.
Constats : L'exploitant a présenté les données brutes d'exploitation ainsi que les graphiques permettant de visualiser les mises à l'arrêt des aérogénérateurs. Ces registres étaient bien consultables par l'inspection. Un relevé des alarmes permet également à l'exploitant de traiter les dysfonctionnements du bridage, qui concernent essentiellement l'absence de redémarrage d'une éolienne à l'issue d'une période d'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 3.2
Thème(s) : Autre, chiroptères
Prescription contrôlée : La première année suivant la mise en place des mesures de réduction de l'impact sur les chiroptères, du 1 ^{er} juin au 30 septembre, l'exploitant met en place un suivi de la mortalité du parc éolien permettant d'estimer l'efficacité du nouveau plan de régulation et de proposer des nouvelles mesures correctives en cas d'impacts avérés. Ce suivi devra être conforme au protocole ministériel de suivi environnemental des parcs éolien terrestres révisé en 2018 et être transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport, en date de novembre 2023, du suivi de la mortalité des chiroptères permettant d'évaluer l'impact de ce nouveau bridage. Ce suivi a été mis en œuvre sur la période estivale selon le protocole de 2018. Le suivi est concluant sur l'efficacité du bridage, ainsi, il conclut : <i>"Aucun cas de mortalité découvert en 2023,</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• Un taux de mortalité estimé (basée sur la simulation de la découverte d'un cadavre) à 1,48 à 1,84cas/éolienne sur la période de suivi d'un mois,</i><i>• Un impact quantitatif nul (voire très faible en tenant compte de la simulation),[...]"</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 9.2
Thème(s) : Autre, Acoustique
Prescription contrôlée : Une campagne de mesure sera réalisée dans un délai de six mois suivant la mise en service du parc afin de déterminer les niveaux d'écoulements aux points de mesure définis en annexe du présent arrêté, de jour comme de nuit et selon les directions principales de vent. Après traitement des données, il sera procédé à une campagne d'essais et d'optimisation de bridages permettant de définir le protocole définissant les modes de fonctionnement de chaque

<p>éolienne permettant le respect des niveaux d'émergence acoustique réglementaire. Chaque mode de fonctionnement sera caractérisé par une courbe de puissance acoustique spécifique et ajustée si nécessaire.</p> <p>L'ensemble de ces mesures et analyses réalisées sera regroupé dans une étude détaillée. Cette étude détaillée sera transmise à l'inspection des installations classées sous un délai d'un an suivant la mise en service du parc éolien. Ce document devra faire l'objet d'une validation auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de contrôle acoustique daté du 15/11/2019 en amont de la visite. Celui-ci conclut que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun dépassement n'a été constaté durant la campagne de mesure pour les périodes diurne et nocturne, • Les niveaux seuils en limite de périmètre sont respectés, • Aucune tonalité marquée n'a été détectée.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déploiement des mesures ERC prescrites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 9.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Acoustique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les 24 mois, un rapport justifiant le bridage des machines conformément au protocole définissant les modes de fonctionnement validé par l'inspection sera communiqué à l'inspection des installations classées. Les documents attestant du suivi de ces mesures spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant le bridage de l'activité des éoliennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter les enregistrements justifiant le bridage de l'activité des éoliennes. Aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant ne transmet pas, comme prévu dans l'arrêté, un rapport tous les 24 mois justifiant le bridage des machines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à transmettre tous les 24 mois un rapport justifiant le bridage des machines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déploiement des mesures ERC prescrites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Acoustique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les 12 mois après la mise en service des éoliennes, puis tous les 5 ans, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 [...]. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection a pu consulter le rapport daté du 15 novembre 2019 concernant la campagne de mesure acoustique réalisée dans les 12 mois suivants la mise en service.</p> <p>L'exploitant a également présenté un devis signé "bon pour accord" en date du 2 septembre 2024 afin d'effectuer une seconde campagne de mesure acoustique, conformément à l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2015, article 12
Thème(s) : Autre, Acoustique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 11 les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant exerce un suivi des bridages et notamment des alarmes qui sont remontées par l'automate des aérogénérateurs. Le rapport de la campagne de suivi acoustique a montré qu'il n'était pas nécessaire d'appliquer un bridage différent de celui en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter les rapports des années précédentes et notamment le dernier daté de novembre 2023. Celui-ci, compte tenu de la mortalité observée, conclut à la reconduite des mesures déjà en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée :

<p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les certificats montrant le dépôt des études environnementales dans la base de données DEPOBIO.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déclaration des données techniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données présentes sur OREOL pour le parc sont à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>